



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet National Cybercrime Solution Projec Solution nationale en matière de cybercriminalité	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-205915/D	Amendment No. - N° modif. 016
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-205915	Date 2021-06-28
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-155-39352	
File No. - N° de dossier 164xl.M7594-205915	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-07-13 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kumar, Rajesh	Buyer Id - Id de l'acheteur 164xl
Telephone No. - N° de téléphone (613) 914-7906 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification 016 de l'invitation à soumissionner vise à :

1. Afficher les questions et réponses

L'invitation à soumissionner est modifié comme suit :

1. Afficher les questions et réponses :

Question #	Question	Réponse
150	<p>Formulaire 5</p> <p>Les instructions de ce formulaire précisent ce qui suit : « Ce formulaire de déclaration doit être soumis dans le cadre du processus de soumission. Veuillez remplir le formulaire et mettre dans une enveloppe scellée marquée 'protéger' à l'attention d'intégrité, Direction Générale de la Surveillance, TPSGC, 11 rue Laurier, Place du Portage, Phase III, Tour A, 10A1, pièce 108, Gatineau, (Québec) Canada K1A 0S5. Incluez l'enveloppe scellée avec votre présentation de soumission. Ce formulaire est désigné 'Protégé B' une fois rempli. »</p> <p>Comme cela n'est pas pratique dans le contexte actuel de distanciation sociale et que cela est exigé lors de la présentation de la soumission, le Canada peut-il confirmer que ce formulaire peut être soumis dans la réponse à la Section III – Attestations?</p>	<p>Les soumissionnaires doivent présenter le formulaire de déclaration susmentionné par voie électronique dans leur soumission, conformément à la Section III : Attestations.</p>
151	<p>Gestion du changement</p> <p>La DP ne mentionne aucunement le besoin de services professionnels en lien avec la gestion du changement organisationnel dans le cadre de la mise en œuvre de cette importante solution nationale en matière de cybercriminalité. L'incidence sur l'organisation, les personnes, les procédures et les façons de travailler pourrait être importante; par conséquent, une compréhension et l'adoption de la solution seront essentielles à sa réussite. Si ce champ de travail n'est pas intégré, l'adoption pourrait être en péril. Le Canada est-il disposé à ajouter une exigence obligatoire pour des services de gestion du changement organisationnel dans le cadre de l'établissement du prix fixe pour la période initiale de trois ans du contrat et dans le cadre du tableau de prix pour les années d'option? Ou à titre d'élément du tableau de prix de la période initiale de trois ans du contrat de même que dans le tableau de prix des années d'option?</p>	<p>Le Canada considère que la gestion du changement organisationnel décrite par le soumissionnaire est une activité interne qui sera réalisée par la GRC en collaboration avec l'entrepreneur.</p>

Question #	Question	Réponse
152	<p>Le CFC-2-3 dit ceci :</p> <p>Le soumissionnaire devrait décrire comment la solution qu'il propose traite le matériel d'exploitation (p. ex. le matériel susceptible d'offenser, comme les images pornographiques d'enfants), y compris :</p> <p>a. la détection du contenu lié à l'exploitation dans les soumissions (etc.)</p> <p>Notre solution comprend des algorithmes d'intelligence artificielle et d'apprentissage automatique (IA-AA) pour réaliser les capacités polyvalentes de « détection du contenu » qui ne se limitent pas à l'exploitation des enfants. Cependant, pour réussir à détecter du contenu illégal nouveau ou inconnu jusqu'ici, les modèles d'IA-AA doivent être formés à l'aide de jeux de données existants, c.-à-d. comprendre des exemples confirmés positifs et négatifs en vue d'obtenir des résultats précis.</p> <p>En raison de la nature délicate du contenu, nous croyons qu'il est important que les soumissionnaires NE fassent PAS l'acquisition ou le stockage de données sur l'exploitation d'enfants avant la clôture des soumissions. Veuillez confirmer que les solutions proposées par les soumissionnaires ne doivent pas simplement avoir une fonction de recherche d'images (ou de valeur de hachage d'image) pour détecter du contenu connu, mais doivent plutôt être capables également de détecter de NOUVEAUX contenus illégaux et que le Canada fournira les jeux de données nécessaires pour développer les modèles d'IA-AA et en faire la démonstration après la clôture des soumissions et potentiellement à l'étape d'ECC des finalistes.</p> <p>Si ce n'est pas possible, veuillez expliquer dans les moindres détails le processus d'évaluation que le Canada a l'intention de suivre pour confirmer la conformité du soumissionnaire à cette exigence au moment de la soumission de sorte que nous puissions évaluer notre capacité à nous conformer.</p>	<p>Le Canada confirme que le soumissionnaire doit décrire comment la solution qu'il propose traite le matériel d'exploitation.</p> <p>L'évaluation ne comprendra pas de mise à l'essai de la capacité de la solution à détecter le matériel d'exploitation.</p> <p>L'évaluation est fondée sur la description par le soumissionnaire de la façon dont la solution traite le contenu d'exploitation selon les critères énoncés au CFC-2-3.</p>
153	<p>Tableaux de prix</p> <p>Nous demandons au Canada de confirmer que la portée de la solution fournie et comprise dans le tableau de prix 3 se limite au logiciel de base requis pour activer les capacités décrites à l'appendice C – Modèle de capacité opérationnelle de la SNC.</p> <p>La DP ne précise pas la limite de la portée du nombre d'intégrations, de modèles d'IA-AA, du flux des travaux des demandes de service, etc. que les</p>	<p>Le Canada confirme que la portée de la solution indiquée dans le tableau de prix 3 se limite aux capacités décrites à l'Annexe C – Modèle de capacité opérationnelle de la SNC.</p> <p>Dans le cadre de la phase 2, le Canada attend de l'entrepreneur qu'il fournisse la solution</p>

Question #	Question	Réponse
	<p>soumissionnaires doivent développer, gérer et soutenir. Il est donc impossible de mesurer les efforts autres que pour fournir une capacité fixe. On ne sait pas trop si le Canada s'attend à développer et à gérer lui-même ces intégrations, modèles d'IA-AA, flux des travaux des demandes de service, etc. à l'aide de la solution ou si Canada s'attend à ce que les soumissionnaires fournissent une équipe qui effectuera les travaux d'intégration à la phase 2. La section 4.7, Code source et développement, de l'Énoncé des travaux laisse entendre qu'il s'agit de la deuxième hypothèse.</p> <p>Par exemple, la section 4.8.1.2 de l'appendice C – Modèle de capacité opérationnelle de la SNC (déploiement de modèles d'apprentissage automatique) nécessite une définition supplémentaire des exigences opérationnelles pour développer les capacités de la solution requises pour satisfaire aux exigences de la GRC en matière de capacité.</p> <p>Veuillez confirmer que la définition et le développement des composants fonctionnels nécessaire seront réalisés par le fournisseur au moyen des autorisations de tâches. Nous demandons également que le Canada inclue les modalités du contrat initial de trois ans dans les tableaux de prix 7 et 8.</p>	<p>complète décrite à l'Annexe A – Énoncé des travaux et dont le prix est indiqué à l'Annexe B – tableau de prix 3.</p> <p>Le Canada a défini ses besoins en tant que capacités (par opposition à des spécifications détaillées des exigences) afin de tirer parti des produits et de l'expertise les plus actuels et les plus avancés de l'industrie. La phase 2 comprendra une analyse et une conception en collaboration, selon les besoins, pour veiller à ce que les capacités opérationnelles de la SNC soient fournies dans le cadre de la solution complète.</p> <p>Le Canada confirme que les coûts de définition et de construction des éléments fonctionnels décrits à l'Annexe C – Modèle de capacité opérationnelle de la SNC doivent être indiqués à l'Annexe B – tableau de prix 3.</p> <p>Les tableaux de prix 7 et 8 de l'Annexe B visent à définir le prix des capacités et des fonctionnalités non définies dans l'Annexe A – Énoncé des travaux. Les tableaux de prix 7 et 8 de l'Annexe B sont tels qu'indiqués. Les périodes d'option restent inchangées.</p>
154	<p>Dans le formulaire 6 – Liste de noms, il est indiqué en haut du formulaire : « Conformément à la partie 5, article 5.3 – Dispositions relatives à l'intégrité – Liste de noms, veuillez remplir le formulaire ci-dessous. »</p> <p>L'article 5.3 fait référence à l'article « Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un contrat immobilier » de la Politique d'inadmissibilité et de suspension</p> <p>(http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html).</p> <p>Étant donné qu'il ne s'agit pas d'une demande de soumissions relative à un « contrat immobilier »,</p>	<p>L'article 5.3 fait référence aux « Informations à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier » de la Politique d'inadmissibilité et de suspension.</p> <p>Le formulaire 6 fait référence à la Disposition relative à l'intégrité concernant la liste des noms des membres du conseil d'administration de l'entreprise lors d'une soumission, de la</p>

Question #	Question	Réponse
	veuillez confirmer que l'entrepreneur ne doit pas remplir le formulaire 6.	passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier, conformément à l'article 5.3. Le formulaire 6 ne se limite pas à la conclusion d'un accord immobilier, il s'applique aussi à toutes les soumissions et les passations de contrat. Par conséquent, le formulaire 6 doit être rempli dans le cadre de la soumission.
155	En fonction de l'échéancier actuel prévu, quelles sont les dates de début et de fin de la « Phase 1 – Prototype »?	Conformément à la section 1.3 Aperçu du projet de la DP, le Canada a l'intention de lancer la phase 1 du prototype immédiatement après l'attribution du contrat. La date de début dépend du nombre de soumissions reçues. La date de début estimée est l'automne 2021 et la date de fin, au printemps 2022.
156	En fonction de l'échéancier actuel prévu, quelles sont les dates de début et de fin du contrôle de validation du prototype?	Conformément à la section 1.3 Aperçu du projet de la DP, le Canada a l'intention d'effectuer un contrôle de validation du prototype (au besoin) immédiatement après la sélection de la solution ayant obtenu la meilleure note à l'ECC; vers le printemps 2022.
157	<p>Le Canada a défini ce qui suit :</p> <p>« PaaS privée » signifie qu'une PaaS est téléchargée et hébergée sur l'espace infonuagique de la GRC.</p> <p>Il existe un modèle SaaS sur le contrat « Protégé B » qui fournit des solutions SaaS sur l'espace infonuagique Protégé B de la GRC. Il est fourni et administré par la GRC. Par conséquent, nous demandons que le Canada ajoute la définition suivante à l'annexe D, Définitions et interprétations.</p> <p>« PaaS privée » signifie qu'une PaaS est hébergée sur l'espace infonuagique de la GRC et administrée par la GRC.</p>	<p>Veillez vous référer à la définition des services d'informatique en nuage et des modèles de déploiement du Canada fournie dans la Stratégie d'adoption de l'informatique en nuage du gouvernement du Canada à l'adresse :</p> <p>https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/innovations-gouvernementales-numeriques/services-informatique-nuage/strategie-adoption-information-nuage-gouvernement-canada.html.</p>

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-205915/D
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.
016
File No. - N° du dossier
164xl.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur
164XL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Question #	Question	Réponse
		L'annexe D – Définitions et interprétations demeure inchangée.

**TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES RESTENT
INCHANGÉS.**
